

NATIONS



UNIES

SECRETARIAT

COPY

UN. LIBRARY

25 SEP 1958

UN/SA COLLECTION

RAPPORT DU COMITE DES CONTRIBUTIONS

ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TREIZIEME SESSION

SUPPLEMENT No 10 (A/3890)

NEW-YORK, 1958

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
I. - Composition du Comité	1
II. - Mandat.	1
III. - Renseignements statistiques	1
IV. - Barème des quotes-parts	2
V. - Autres questions examinées par le Comité	5
Annexe. - Résolution 1137 (XII) de l'Assemblée générale, en date du 14 octobre 1957	6

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Rapport du Comité des contributions

I. - COMPOSITION DU COMITE

1. La dix-septième session du Comité des contributions s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 5 au 12 août 1958. Etaient présents les membres suivants:

M. G. P. Arkadev;
M. F. A. Galvão;
M. A. H. M. Hillis;
M. Arthur S. Lall;
M. Jiří Nosek;
M. José Pareja;
M. Sidney Pollock;
M. Agha Shahi.

2. M. René Charron et M. Robert E. Merriam, membres du Comité, n'ont pu assister à la session. Ils ont respectivement désigné, pour les représenter, M. Louis Bruneau et M. Raymond T. Bowman. Le Comité a accepté ces désignations, étant entendu que ces suppléants se tiendraient en rapports avec les membres qu'ils représentaient.

3. Le Comité a réélu M. Lall président et élu M. Galvão vice-président.

II. - MANDAT

4. Dans sa résolution 1223 (XII), du 14 décembre 1957, l'Assemblée générale a chargé le Comité de revoir en 1958 le barème des quotes-parts et de soumettre pour examen à l'Assemblée générale, lors de sa treizième session, un rapport à ce sujet. Par sa résolution 1137 (XII), du 14 octobre 1957, elle a donné au Comité certaines instructions précises concernant l'établissement du barème des quotes-parts pour 1958 et pour les exercices ultérieurs. Le texte de la résolution 1137 (XII) est joint en annexe au présent rapport.

5. Le Comité s'est donc conformé à son mandat primitif, énoncé dans la résolution 14 A 3 (I) du 13 février 1946, ainsi qu'aux instructions contenues dans les résolutions 238 A (III) du 18 novembre 1948 et 665 (VII) du 5 décembre 1952 ^{1/}.

^{1/} Pour le mandat du Comité et le texte des résolutions 238 A (III) et 665 (VII), voir le rapport du Comité pour 1955 (Documents officiels de l'Assemblée générale, dixième session, Supplément N° 10 [A/2951], annexe).

III. - RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

6. Conformément à son mandat primitif, le Comité utilise comme critère, pour déterminer la capacité de paiement des Etats Membres, des évaluations comparées du revenu national. Depuis le dernier examen d'ensemble du barème des quotes-parts, auquel le Comité a procédé en 1955, les statistiques du revenu national fournies par les Etats Membres et communiquées au Comité par le Secrétaire général se sont améliorées, mais elles sont encore, pour un certain nombre de pays, loin de répondre aux fins du Comité. Comme par le passé, les rapports des commissions économiques régionales et ceux des statisticiens nommés au titre du Programme élargi d'assistance technique ont fourni des renseignements précieux qui ont permis au Bureau de statistique de l'ONU d'améliorer ses méthodes d'évaluation dans le cas des pays pour lesquels on n'a pas de chiffres officiels récents. Dans tous les cas, et plus spécialement lorsque les évaluations du revenu national avaient un caractère simplement provisoire, le Comité a examiné d'autres renseignements pertinents avant de formuler ses recommandations.

7. Le Comité tient à souligner combien il importe, pour pouvoir établir un barème équitable, de posséder

pour tous les Etats Membres de bonnes statistiques sur le revenu national et sur d'autres matières connexes. A ce sujet, il prend acte des recommandations que la Commission de statistique a formulées dans son rapport au Conseil économique et social pour la vingt-sixième session (E/3126), notamment des recommandations relatives aux points communs et aux divergences qui existent entre le système de comptabilité nationale de l'Organisation des Nations Unies et le système en usage dans les pays à économie planifiée. Il note également qu'on se propose de créer un groupe d'experts chargé d'étudier la coordination de ces différents systèmes. Enfin, le Comité espère que les Etats Membres pour lesquels on ne dispose pas de statistiques officielles du revenu national feront tout ce qui est en leur pouvoir pour fournir des statistiques de cette nature.

8. Dans de précédents rapports, le Comité a mentionné le problème que pose la conversion en une unité commune — le dollar des Etats-Unis — des évaluations du revenu national exprimées en monnaies nationales. En principe, c'est le taux de change officiel que le Comité a utilisé à cette fin, bien qu'il reconnaisse que cette méthode n'est pas entièrement satisfaisante.

La difficulté est surtout considérable lorsqu'il s'agit de taux à variations rapides, de taux multiples ou de taux strictement contrôlés. Quand il ne disposait pas, pour les prix en vigueur dans les divers pays, de données comparatives qui lui auraient permis d'évaluer plus exactement le pouvoir d'achat intérieur de la monnaie considérée, le Comité a dû tabler sur les taux officiels chaque fois qu'il en avait connaissance et qu'ils étaient effectivement utilisés pour le commerce du pays. Dans les autres cas, le Comité s'est servi de taux de conversion établis d'après des taux antérieurs ajustés en fonction des fluctuations relatives des prix, des salaires et d'autres facteurs intervenus dans les pays intéressés.

IV. - BAREME DES QUOTES-PARTS

10. L'actuel barème des quotes-parts a été primitivement fixé en 1955 d'après la moyenne des évaluations du revenu national dont on disposait alors pour la période 1952-1954, et l'Assemblée générale l'a approuvé pour les années 1956, 1957 et 1958 [résolution 970 (X) du 15 décembre 1955]. A la suite de l'admission de nouveaux Etats Membres à l'Organisation, le barème a été révisé en 1956, puis en 1957, de manière à inclure les quotes-parts des nouveaux Membres. Pour calculer le taux des contributions des nouveaux Etats Membres, le Comité a utilisé les données dont il s'était servi pour fixer le barème primitif, c'est-à-dire les évaluations du revenu national pour 1952-1954.

11. Pour revoir le barème à la dernière session, le Comité s'est d'abord fondé sur la moyenne des évaluations du revenu national pour la période triennale 1955-1957, estimant que, si l'on se référait à une période de plusieurs années, il y avait là un moyen d'atténuer l'effet des fluctuations passagères de la conjoncture et des taux de change. Avant de formuler des recommandations définitives pour la quote-part de chaque pays, le Comité a aussi tenu compte des tendances économiques actuelles et des facteurs spéciaux qui influent sur l'économie de certains pays. Dans la plupart des cas, les ajustements proposés pour le barème correspondent aux changements qui se sont produits dans la situation économique des Etats Membres au cours de la période triennale qui s'est écoulée depuis le dernier examen d'ensemble. Parfois cependant, ces ajustements ont eu pour objet de corriger des anomalies qu'on a pu découvrir dans le barème parce qu'on disposait de meilleures évaluations du revenu national.

Revenu comparé par habitant

12. Pour fixer la capacité de paiement de chaque Etat Membre à partir des évaluations du revenu national, le Comité doit tenir compte, aux termes de son mandat 2/, du "revenu comparé par habitant". L'Assemblée générale lui ayant recommandé de tenir particulièrement compte de la situation des pays où le revenu par habitant est faible, le Comité a, lors de sa session de 1952, porté de 40 à 50 pour 100 le dégrèvement

9. Conformément à la méthode adoptée à la huitième session de l'Assemblée générale, les Etats Membres ont été informés de la date d'ouverture de la session du Comité des contributions et invités à communiquer les dernières évaluations de leur revenu national et les autres éléments qu'ils souhaiteraient voir prendre en considération par le Comité lorsqu'il formulerait ses recommandations. En réponse à cette invitation, un certain nombre d'Etats Membres ont fourni des évaluations de leur revenu national et d'autres renseignements. Le Comité a tenu le plus grand compte de ces éléments pour déterminer le barème recommandé dans le présent rapport.

maximum accordé aux pays en question. Le même dégrèvement a été appliqué pour tous les barèmes ultérieurs et le Comité a décidé de le maintenir cette année. La méthode de calcul du revenu comparé par habitant, exposée en détail dans le rapport du Comité de 1952 3/, prévoit en bref, pour tous les pays où le revenu par habitant est inférieur à 1.000 dollars par an, une diminution de la contribution qui, dans les pays à très faible revenu par habitant, peut atteindre près de 50 pour 100.

Autres facteurs

13. Le Comité a aussi pris en considération les deux autres facteurs principaux mentionnés dans son mandat: la "désorganisation temporaire des économies nationales provoquée par la deuxième guerre mondiale" et la "mesure dans laquelle les Membres peuvent se procurer des devises". Dans ses précédents rapports, le Comité a énoncé les conclusions auxquelles il était arrivé au sujet de ces deux facteurs: 1) les conséquences de la désorganisation provoquée par la guerre se reflétaient nettement dans les évaluations du revenu national, de sorte que le système de dégrèvement en vigueur tenait déjà compte comme il convenait des dommages subis du fait de la guerre par les pays intéressés; 2) il était impossible de prendre en considération d'une façon systématique les difficultés que certains Etats éprouvent à se procurer des devises. Le Comité a réexaminé ces facteurs et a décidé de maintenir ses conclusions. Il a cependant reconnu que de nombreux Etats Membres ont encore du mal à se procurer des dollars des Etats-Unis, monnaie dans laquelle doit être acquitté le gros des contributions, et il en a tenu compte pour certains pays.

14. Le Comité a également constaté que les dispositions autorisant le versement d'une partie des contributions annuelles en devises autres que le dollar des Etats-Unis facilitaient de plus en plus, comme par le passé, le règlement des contributions de plusieurs Etats Membres. Au paragraphe 29 du présent rapport, le Comité recommande de maintenir ces dispositions et de chercher à les généraliser dans toute la mesure du possible.

2/ Voir A/2951, op. cit., annexe.

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 10 (A/2161), par. 11 et 12.

Principe de la contribution maximum

15. A sa douzième session, l'Assemblée générale a décidé qu' "en principe, la contribution maximum d'un Etat Membre aux dépenses ordinaires de l'Organisation des Nations Unies ne [devait] pas dépasser 30 pour 100 du total", et elle a donné certaines directives au sujet des mesures à prendre pour ramener à ce pourcentage la quote-part de l'Etat Membre qui verse la contribution la plus élevée [résolution 1137 (XII)]. Conformément à ces directives, la quote-part des Etats-Unis d'Amérique a été ramenée à 32,51 pour 100 dans le barème de 1958. Par la résolution précitée, l'Assemblée générale a aussi décidé qu' "au cours de la période de trois ans correspondant au prochain barème des quotes-parts (1959-1961), le Comité des contributions [recommanderait] de nouvelles mesures en vue de réduire la quote-part de l'Etat Membre qui verse la contribution la plus élevée, lorsque de nouveaux Etats [seraient] admis à l'Organisation des Nations Unies". Comme aucun Etat n'a été admis à l'Organisation depuis l'adoption du barème en vigueur, la quote-part la plus élevée a été maintenue à son niveau de 1958.

Principe du maximum par habitant

16. Le principe du maximum par habitant a été énoncé dans la résolution 238 A (III) de l'Assemblée générale, en date du 18 novembre 1948, où il est dit qu' "en temps normal, la contribution par habitant d'aucun Etat Membre ne doit dépasser la contribution par habitant de l'Etat Membre dont la quote-part est la plus élevée". Ce principe a été rigoureusement appliqué lorsque les barèmes pour 1956 et 1957 ont été revus de manière à inclure les quotes-parts des Etats admis à l'Organisation le 14 décembre 1955, et il a aussi été scrupuleusement respecté dans le barème pour 1958. Comme les statistiques démographiques indiquent que le taux d'accroissement de la population est plus rapide au Canada qu'aux Etats-Unis d'Amérique, la quote-part recommandée pour le Canada a été portée de 3,09 à 3,11 pour 100, et le principe du maximum par habitant est encore pleinement respecté. Le seul autre Etat Membre pour qui le principe du maximum par habitant joue maintenant est la Nouvelle-Zélande, dont la quote-part a été maintenue à son niveau de 1958.

Quote-part minimum

17. A la douzième session de l'Assemblée générale, il a été dit, à la Cinquième Commission^{4/}, que le Comité des contributions devrait envisager la possibilité de réduire la quote-part minimum de 0,04 pour 100. Le Comité a examiné attentivement cette suggestion mais il ne croit pas, tout bien pesé, qu'une réduction de cette nature soit justifiée. Sans doute, depuis que la quote-part minimum a été fixée à 0,04 pour 100, le budget de l'Organisation a sensiblement augmenté, comme certains l'ont fait observer. Mais même si l'on prend pour base les chiffres provisoires du projet de budget pour 1959, une quote-part de 0,04 pour 100 ne représente qu'un versement d'environ 19.000 dollars

et le Comité a peine à croire que pareil versement pèserait lourdement sur les ressources des Etats Membres, même des plus petits d'entre eux, d'autant que l'Organisation en rembourse une proportion appréciable — qui va jusqu'à près de 10.000 dollars dans le cas des pays les plus éloignés de New-York — en payant les frais de voyage des représentants qui se rendent aux sessions de l'Assemblée générale. En échange de sa contribution, le pays intéressé acquiert les avantages, tangibles ou intangibles, qui s'attachent à la qualité de Membre de l'ONU, ainsi qu'une part de la valeur du bâtiment du Siège à New-York et du Palais des Nations à Genève. Même si l'on ne tient compte ni de ces avantages, ni de ceux qui découlent des nombreux programmes de l'Organisation — dont les plus petits pays ne bénéficient pas moins que les autres (peut-être même en bénéficient-ils davantage, proportionnellement) — une partie considérable des dépenses annuelles de l'ONU profite à tous les Etats Membres, qu'il s'agisse de l'entretien du bâtiment du Siège et de ce qu'il renferme, des frais de chauffage, d'éclairage et de téléphone, ou des services communs tels que les services de traduction et de documentation, qui sont à la disposition de toutes les délégations sans exception. Il est difficile d'évaluer exactement la proportion de ces frais que l'on pourrait à juste titre attribuer à tel ou à tel Etat. Dans le projet de budget pour 1959, le crédit demandé pour les frais d'entretien directs des locaux et du matériel est d'un peu plus de 3 millions de dollars et les frais d'impression, de papeterie et de fournitures de bureau sont évalués à 2.100.000 dollars environ. Ces chiffres ne comprennent pas les dépenses relatives au personnel intéressé, qui incombent au Secrétariat du Siège, de sorte qu'ils peuvent être considérés comme une évaluation minimum des dépenses directes inhérentes à l'aspect purement matériel du fonctionnement de l'ONU. Si ces dépenses étaient réparties également entre les 81 Etats Membres, chacun d'eux devrait payer approximativement 63.000 dollars. Même si l'on tient compte du fait que les grandes délégations utilisent peut-être davantage les installations et services de l'ONU, il va de soi que les services rendus par le Siège représentent, même pour les plus petits Etats, une valeur plus grande que le montant net de leur quote-part. Par conséquent, toute réduction de la quote-part minimum de 0,04 pour 100 ne paraîtrait pas seulement injustifiée au regard des services reçus, mais imposerait une charge inéquitable aux autres Membres et notamment au groupe des pays "à revenu moyen", qui ne bénéficient actuellement ni des dispositions relatives à la "contribution maximum" ni, sinon dans une faible mesure, de celles qui visent les pays où le revenu par habitant est faible.

Demandes de modification de quotes-parts

18. Au sujet des demandes présentées par des Etats Membres en vue de la révision de leur quote-part, le Comité a déclaré, dans son rapport de l'an dernier^{5/}, qu'il reconnaissait "que les renseignements communiqués par certains Membres semblaient faire apparaître des anomalies qui, si elles étaient vérifiées au

^{4/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, Annexes, point 44 de l'ordre du jour, document A/3798, par. 8.

^{5/} Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, Supplément No 10 (A/3714), par. 9.

cours d'une analyse détaillée entreprise dans le cadre d'un examen général, pourraient justifier une réduction des quotes-parts". Le Comité a examiné avec soin ces demandes, les demandes analogues présentées récemment par des Etats Membres et les représentations que certaines délégations ont faites à la douzième session de l'Assemblée générale; le projet de barème tient compte des conclusions auxquelles le Comité est parvenu.

Recommandations

19. En conclusion de son examen et pour les raisons exposées ci-dessus, le Comité recommande l'adoption du barème ci-après (le barème de 1958 est également indiqué aux fins de comparaison). Il recommande en outre d'appliquer ce barème en 1959, 1960 et 1961, période d'application normale aux termes de l'article 161 du règlement intérieur de l'Assemblée générale:

BAREME DES QUOTES-PARTS POUR LA REPARTITION DES DEPENSES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES EN 1959, 1960 ET 1961

Etats Membres	Barème recommandé pour 1959-1961 (pourcentage)	Barème de 1958 (%)	Etats Membres	Barème recommandé pour 1959-1961 (pourcentage)	Barème de 1958 (%)
Afghanistan	0,06	0,06	Jordanie	0,04	0,04
Albanie	0,04	0,04	Laos	0,04	0,04
Arabie Saoudite	0,06	0,07	Liban	0,05	0,05
Argentine	1,11	1,14	Libéria	0,04	0,04
Australie	1,79	1,61	Libye	0,04	0,04
Autriche	0,43	0,35	Luxembourg	0,06	0,06
Belgique	1,30	1,24	Maroc	0,14	0,12
Biélorussie, RSS de	0,47	0,47	Mexique	0,71	0,68
Birmanie	0,08	0,10	Népal	0,04	0,04
Bolivie	0,04	0,05	Nicaragua	0,04	0,04
Brésil	1,02	1,06	Norvège	0,49	0,48
Bulgarie	0,16	0,14	Nouvelle-Zélande	0,42	0,42
Cambodge	0,04	0,04	Pakistan	0,40	0,54
Canada	3,11	3,09	Panama	0,04	0,05
Ceylan	0,10	0,11	Paraguay	0,04	0,04
Chili	0,27	0,29	Pays-Bas	1,01	1,12
Chine	5,01	5,01	Pérou	0,11	0,15
Colombie	0,31	0,36	Philippines	0,43	0,40
Costa-Rica	0,04	0,04	Pologne	1,37	1,52
Cuba	0,25	0,26	Portugal	0,20	0,24
Danemark	0,60	0,64	République arabe unie	0,32	0,43
Equateur	0,06	0,05	République Dominicaine	0,05	0,05
Espagne	0,93	1,11	Roumanie	0,34	0,49
Etats-Unis d'Amérique	32,51	32,51	Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord	7,78	7,62
Ethiopie	0,06	0,11	Salvador	0,05	0,06
Fédération de Malaisie	0,17	0,22	Soudan	0,06	0,11
Finlande	0,36	0,36	Suède	1,39	1,43
France	6,40	5,56	Tchécoslovaquie	0,87	0,82
Ghana	0,07	0,07	Thaïlande	0,16	0,16
Grèce	0,23	0,19	Tunisie	0,05	0,05
Guatemala	0,05	0,07	Turquie	0,59	0,61
Haiti	0,04	0,04	Ukraine, RSS d'	1,80	1,80
Honduras	0,04	0,04	Union des Républiques so- cialistes soviétiques	13,62	13,62
Hongrie	0,42	0,39	Union Sud-Africaine	0,56	0,67
Inde	2,46	2,90	Uruguay	0,12	0,16
Indonésie	0,47	0,50	Venezuela	0,50	0,42
Irak	0,09	0,12	Yémen	0,04	0,04
Iran	0,21	0,26	Yougoslavie	0,35	0,35
Irlande	0,16	0,18			
Islande	0,04	0,04			
Israël	0,14	0,16			
Italie	2,25	2,03			
Japon	2,19	1,92			
			TOTAL	100,00	100,00

V. - AUTRES QUESTIONS EXAMINEES PAR LE COMITE

Quote-part des Etats non membres

20. Par sa résolution 1223 (XII), du 14 décembre 1957, l'Assemblée générale a approuvé les taux suivant lesquels les Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation mais qui participent à certaines de ses activités devraient être invités à verser des contributions représentant leur part du coût de ces activités en 1958. Le Comité a examiné ces taux et, pour déterminer le pourcentage des quotes-parts qu'il recommande maintenant pour les Etats non membres, il a appliqué les mêmes principes que dans le cas des Etats Membres. Il a tenu compte du même dégrèvement pour les pays où le revenu par habitant est faible et il a calculé les taux en comparant le revenu ajusté de chaque pays au total des revenus ajustés des Etats Membres auxquels ne s'appliquent pas les règles de la "contribution maximum", de la "quote-part minimum" et du "maximum par habitant".

21. En conclusion de son examen, le Comité recommande que les Etats qui ne sont pas membres de l'ONU mais qui participent à certaines de ses activités soient appelés à verser des contributions représentant leur part du coût de ces activités en 1959, 1960 et 1961, conformément au barème suivant:

	Pourcentages recommandés pour 1959-1961	Pourcentages actuels
Allemagne, République fédérale d'	5,33	4,15
Corée, République de	0,21	0,13
Liechtenstein	0,04	0,04
Monaco	0,04	0,04
Saint-Marin	0,04	0,04
Suisse	0,97	0,98
Viet-Nam	0,20	0,16

Ces pourcentages sont fixés sous réserve de consultations avec les gouvernements intéressés.

22. Pour aboutir au chiffre donné ci-dessus dans le cas de la Suisse, le Comité a tenu compte du fait que, si ce pays figurait parmi ceux que vise le barème des quotes-parts de l'Organisation, le principe du maximum par habitant lui serait applicable; aussi sa quote-part a-t-elle été réduite pour réaliser la parité par habitant avec l'Etat qui verse la contribution la plus élevée au budget de l'Organisation.

23. Les activités de l'ONU pour lesquelles les Etats non membres peuvent être appelés à verser une contribution calculée d'après le barème recommandé au paragraphe 21 ci-dessus sont les suivants:

<u>Cour internationale de Justice</u>		
Liechtenstein	Saint-Marin	Suisse
<u>Contrôle international des stupéfiants</u>		
Allemagne, République fédérale d'	Saint-Marin	
Corée, République de	Suisse	
Liechtenstein	Viet-Nam	
Monaco		

<u>Bureau international des déclarations de décès de personnes disparues</u>	
Allemagne, République fédérale d'	

<u>Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient</u>	
Corée, République de	Viet-Nam

<u>Commission économique pour l'Europe</u>	
Allemagne, République fédérale d'	

Recouvrement des contributions

24. Le Comité a pris acte d'un rapport du Secrétaire général sur le recouvrement des contributions. Ce rapport montre que le recouvrement des contributions s'est ralenti en 1958 par rapport à 1957. Au 31 juillet 1958, les recouvrements pour l'année en cours s'élevaient à 63,99 pour 100, contre 66,77 pour 100 l'année dernière à pareille époque. Pour ce qui est des contributions de 1957 et de 1956, les recouvrements au 31 juillet 1958 s'élevaient respectivement à 91,30 et 98,96 pour 100, alors que les chiffres correspondants de l'année dernière étaient 94,05 et 98,69 pour 100.

25. Le Comité a aussi constaté qu'un Etat Membre, la Bolivie, était encore redevable d'une partie de sa contribution pour 1955 et de la totalité de ses contributions pour 1956, 1957 et 1958. Il appelle donc l'attention de l'Assemblée générale sur l'Article 19 de la Charte, qui stipule:

"Un Membre des Nations Unies en retard dans le paiement de sa contribution aux dépens de l'Organisation ne peut participer au vote à l'Assemblée générale si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années complètes écoulées. L'Assemblée générale peut néanmoins autoriser ce Membre à participer au vote si elle constate que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté."

Recouvrement des contributions versées en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis

26. Par sa résolution 970 (X), du 15 décembre 1955, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à accepter, lorsqu'il le jugera à propos et après avoir consulté le Président du Comité des contributions, qu'une partie des contributions des Etats Membres pour les exercices 1956, 1957 et 1958 soit versée en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis.

27. Dans son rapport de 1957 ^{6/}, le Comité a donné un aperçu des mesures que le Secrétaire général avait prises en application de ce texte pour permettre le versement en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis d'une partie des contributions pour 1956 et 1957, et il a recommandé que les dispositions prises pour 1958 soient à nouveau aussi larges que possible. Par sa résolution 1223 (XII), du 14 décembre 1957, l'Assemblée générale a approuvé cette recommandation.

28. En application de cette recommandation, le Secrétaire général a jugé possible d'accepter des

^{6/} Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, Supplément No 10 (A/3714), par. 34 et 35.

Etats Membres, en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis, un montant global de 34,75 pour 100 des contributions des Etats Membres payables en 1958, à savoir: 10,30 pour 100 en livres sterling, 18,65 pour 100 en francs suisses et 5,80 pour 100 dans cinq monnaies différentes. Pour 1957, la fraction du montant global des contributions réglable en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis a été de 33,75 pour 100 (9 pour 100 en livres sterling, 18,30 pour 100 en francs suisses et 6,45 pour 100 en diverses autres monnaies).

29. Le Comité recommande que le Secrétaire général soit autorisé à continuer d'appliquer des dispositions analogues en 1959-1961 et que l'on s'efforce, chaque fois que cela sera possible, d'augmenter la part des contributions qui est payable en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis.

Barème des quotes-parts des institutions spécialisées

30. Par sa résolution 311 B (IV), du 24 novembre 1949, l'Assemblée générale a autorisé le Comité "à faire des recommandations ou à donner des avis au sujet du barème des contributions à toute institution spécialisée qui lui en fera la demande".

31. Conformément aux dispositions prises en exécution de la résolution précitée, le Secrétaire général a fourni à l'OIT, à l'OACI, à l'OMS et à l'UNESCO des données statistiques et autres notamment la formule utilisée pour calculer le dégrèvement accordé dans le cas de l'ONU, aux pays où le revenu par habitant est faible et d'autres explications sur les méthodes que suit le Comité.

ANNEXE

Résolution 1137 (XII) de l'Assemblée générale, en date du 14 octobre 1957

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 14 (I) du 13 février 1946, 238 (III) du 18 novembre 1948 et 665 (VII) du 5 décembre 1952, concernant la répartition, entre les Etats Membres, des dépenses de l'Organisation des Nations Unies et la fixation du pourcentage que ne doit dépasser la quote-part d'aucun Etat Membre,

Notant que, lorsque ce plafond a été fixé à 33,33 pour 100 à compter du 1er janvier 1954, l'Organisation comprenait soixante Etats Membres,

Notant en outre que, depuis le 1er janvier 1954, vingt-deux Etats ont été admis à l'Organisation,

Rappelant sa résolution 1087 (XI) du 21 décembre 1956, en vertu de laquelle les quotes-parts des seize premiers Etats admis à l'Organisation depuis le 1er janvier 1954 ont été incluses dans le barème régulier des contributions pour 1956 et 1957 et ont servi à réduire la quote-part de tous les Etats Membres, à l'exception de celui qui verse la contribution la plus élevée et de ceux qui versent la contribution minimum,

Notant qu'il y a maintenant six nouveaux Etats Membres — la Fédération de Malaisie, le Ghana, le Japon, le Maroc, le Soudan et la Tunisie — dont la quote-part n'a encore été ni fixée par le Comité des contributions ni incluse dans les 100 pour 100 du barème des quotes-parts,

Décide ce qui suit:

1. En principe, la contribution maximum d'un Etat Membre aux dépenses ordinaires de l'Organisation des Nations Unies ne doit pas dépasser 30 pour 100 du total;

2. Les contributions correspondant aux quotes-parts fixées par le Comité des contributions pour 1956 et 1957 en ce qui concerne le Japon, le Maroc, le Soudan et la

Tunisie, et pour 1957 en ce qui concerne la Fédération de Malaisie et le Ghana, seront considérées comme recettes accessoires de l'Organisation;

3. Lorsqu'il préparera le barème des quotes-parts pour 1958 et pour les exercices ultérieurs, le Comité des contributions agira comme suit:

a) Les quotes-parts fixées par le Comité des contributions pour 1958 en ce qui concerne la Fédération de Malaisie, le Ghana, le Japon, le Maroc, le Soudan et la Tunisie seront incluses dans les 100 pour 100 du barème de 1958; pour cette opération, on utilisera la somme des quotes-parts des six Etats Membres précités afin de réduire proportionnellement les quotes-parts de tous les Etats Membres — à l'exception de ceux qui versent la quote-part minimum — en tenant compte du principe du maximum par habitant et de toute réduction qui pourrait devenir nécessaire une fois que le Comité des contributions aura examiné, à sa session commençant le 15 octobre 1957 les recours relatifs à des recommandations antérieures dudit comité;

b) Au cours de la période de trois ans correspondant au prochain barème des quotes-parts (1959-1961), le Comité des contributions recommandera de nouvelles mesures en vue de réduire la quote-part de l'Etat Membre qui verse la contribution la plus élevée, lorsque de nouveaux Etats seront admis à l'Organisation des Nations Unies;

c) Par la suite, le Comité des contributions recommandera l'adoption des mesures supplémentaires qui pourront être nécessaires et appropriées pour achever la réduction;

d) Les quotes-parts des Etats Membres ne seront en aucun cas majorées du fait de la présente résolution.